



65

6EME ANNEE • PRIX: 50 FB • ABONNEMENT ANNUEL: 500 FB • CCP 000-1168701-45
INFO-TÜRK - 13/2, SQUARE Ch. M. WISER - 1040 BRUXELLES • TEL: (32-2) 230 34 72
EDITE PAR LE COLLECTIF TURC D'EDITION ET DE DIFFUSION • DEPOT LEGAL: 2198



L'HYPOCRISIE DE LA JUNTE MILITAIRE

Le deuxième mois du calendrier de la "restauration du pouvoir civil en Turquie" a été marqué par une série de mesures répressives qui prouvent une fois de plus l'attitude hypocrite de la junte militaire.

La première mesure prise en février a été d'interdire les visites des délégations étrangères ainsi que les quotations de la presse étrangère sans la permission préalable. Cette action est considérée comme une nouvelle riposte à la résolution du Conseil de l'Europe condamnant les pratiques anti-démocratiques du régime turc. Voici ce que déclarait le Chef de l'Etat Major de l'armée turque le 7 février 1982:

"Dans le but d'empêcher toute influence à l'encontre de la sécurité intérieure ou extérieure de la Turquie, et pour que les lois et ordonnances que les autorités ont décrétées soient bien comprises à l'avenir, il a été décidé que:

"1. Les associations, groupements professionnels, syndicats, fondations et autres institutions ne pourront plus inviter des représentants ou des délégations d'organisations étrangères officielles ou privées ou d'organiser des réunions sans en avoir obtenu l'autorisation du commandant de leur secteur.

"2. De telles délégations, venant en Turquie sans y être invitées ne pourront pas rencontrer, avoir des contacts, aller à des réunions etc., sans avoir obtenu l'autorisation du commandant de la loi martiale.

"3. Il ne sera pas permis de mentionner, citer, distribuer ou publier aucune des émissions, publications ou articles produits par la radio ou la presse étrangère s'ils contiennent des allégations, accusations, mensonges ou jugements fallacieux contre l'actuelle administration turque, même si ce n'est qu'une reproduction."

Cette nouvelle méfiance envers les milieux démocratiques européens s'est fait jour après la publication dans la presse occidentale d'une déclaration que l'ancien premier ministre Ecevit a faite après avoir purgé une peine de prison. Mr. Ecevit, un social démocrate de 56 ans, avait été condamné à 3 mois de prison pour avoir violé l'interdiction du régime militaire concernant les déclarations publiques des politiciens. Sa peine de prison a été réduite d'un mois pour bonne conduite et il a été relâché le 1^{er} février 1982.

Dans sa déclaration que la presse turque n'a pas reprise, Mr. Ecevit a dit:

"J'ai été libéré mais aussi longtemps que ma liberté d'expression est limitée, je me sens en prison partout." Ajoutant qu'il y avait des risques dans sa déclaration qui critiquait implicitement les dirigeants militaires, Mr. Ecevit a encore déclaré: "Je suis plein d'espoir pour le future, car je sais qu'une majorité de turcs ne veulent pas sacrifier la liberté à un retour à la sécurité, et ils ne pensent pas qu'un tel sacrifice soit nécessaire".

Questionné à propos des récentes critiques du Conseil de l'Europe au sujet du respect des droits de l'homme en Turquie, Mr. Ecevit a répondu: "Selon moi, les vrais amis du peuple turc sont ceux qui croient que les turcs méritent la même démocratie qu'eux et qui refusent d'accepter une démocratie dévaluée".

Deux semaines plus tard, le 13 février 1982, la junte militaire a publié un nouveau décret, le 65^{ème}, permettant aux membres des partis politiques dissous d'exprimer leur opinion personnelle sur la nouvelle constitution qui est préparée par "l'Assemblée Consultative". Mais dans le même décret, les législateurs militaires rappellent que les dirigeants et les responsables de ces partis ne bénéficient pas de ce droit.

Un autre trait de l'hypocrisie de la junte militaire a été l'arrestation des membres du Comité Turc pour la Paix pendant la visite officielle du Général Evren en Bulgarie. Alors que la Général Evren parlait de bonnes relations avec les pays voisins, les procureurs militaires entamaient le 24 février une chasse à l'homme contre 44 personnalités connues pour avoir participé au mouvement pacifique qui prônait également des relations amicales avec les pays voisins.

VIE POLITIQUE

Lors de la cérémonie inaugurale du Séminaire sur les Droits et les Devoirs Economiques et Sociaux dans les Constitutions Modernes, le président du Comité Constitutionnel de l'Assemblée Consultative, le professeur Orhan Aldıkaçtı a déclaré que des divergences de vue subsistent encore à propos de la Constitution de 1961 et que celle-ci n'avait jamais fait l'unanimité. "Il est normal que le concept d'un état social soit à nouveau étudié pendant notre travail de révision de la constitution." a-t-il dit. Le concept "d'état social" avait été inscrit dans la constitution de 1961 pour garantir les droits sociaux des travailleurs. (DN-6.2)

Le Général Evren et d'autres membres du Conseil de Sécurité Nationale ont participé aux exercices militaires "Hiver 1982" à Erzurum, une province orientale de Turquie. Au club des officiers, le Général Evren a dit à la presse: "Selon moi, de nos jours, chaque pays est dépendant des autres. Sans cette dépendance, vous ne pouvez survivre. Mais tout en étant dépendant, nous protégeons l'intégrité de notre pays." S'adressant à la population d'Erzurum, il a une fois de plus défié les milieux européens: "Nous reviendrons à la démocratie, parce que la démocratie est le type d'administration qui convient à la nation turque et non pas à cause des pressions de nos amis européens. Que tout le monde sache qu'on ne peut pas nous faire changer d'avis".

L'Amiral İşik Biren, coordonateur du secrétariat général du Conseil de Sécurité Nationale a été muté à la tête du Département du Plan et des Principes du Quartier Général. Personne ne l'a remplacé. (M-13.1)

Dans le but de mettre en pratique "l'ataturkism", le Conseil de Sécurité Nationale a décidé de créer Ata-Birlik (Ata-Union). Présidé par le Général Evren, ce nouvel organisme va ouvrir des branches dans toute la Turquie. Même après être revenu à un régime civil, les gouvernements seront obligés d'appliquer les principes instaurés par Ata-Birlik. (H-19.2)

Tous les groupes professionnels et les universités ont donné à l'Assemblée Consultative leurs opinions et propositions sur le texte de la nouvelle constitution. Jusqu'à la fin avril, l'Institut National des Statistiques interrogera 67.300 familles sur cette même constitution. Plus tard, le Comité Constitutionnel de l'Assemblée Consultative commencera à rédiger le projet de Constitution. (C-19.2)

Au procès du Parti d'Action Nationaliste pendant une durée de 7 mois, 109 inculpés ont été interrogés et en février, 11 personnes ont été libérées. Un inculpé, Hicabi Koçyigit a déclaré devant le tribunal militaire qu'il était un agent de l'Organisation Nationale de Renseignement (MIT) et que beaucoup de militants de ce parti fasciste étaient payés par cette organisation pour créer l'instabilité politique en Turquie. Il a déclaré aussi que Mehmet Ali Ağca, auteur de la tentative d'assassinat contre le Pape, était aussi un agent payé par le MIT.

TERREUR D'ETAT

Le gouvernement turc, depuis sa prise de pouvoir il y a 17 mois, a fait arrêter pour des durées variable 170.958 personnes entre le 12 septembre 1980 et le 24 janvier 1982, parmi les quelles il y avait 81.634 kurdes. Selon les données communiquées par la Ligue des Droits de l'Homme à Paris, il y avait parmi les détenues 102 parlementaires, 79 écrivains et journalistes 92 juges et magistrats, 35 gouverneurs de district, 1.485 maires et employés municipaux, 6.191 professeurs et 6.758 fonctionnaires.

Actuellement, 46.721 personnes sont inculpées et passent devant des tribunaux militaires pour délits politiques. 660 d'entre-eux sont accusées d'être membres de partis politiques, 2.075 d'avoir eu des activités syndicales et 43.986 d'avoir pris part aux activités d'organisations clandestines.

70 personnes sont mortes en prison sous la torture, 374 au cours des raids contre des secteurs kurdes et 308 dans des commissariats.

Les procureurs militaires ont requis 3.359 condamnations à mort et 139 sentences ont déjà été rendues par les tribunaux militaires. 10 jeunes militants ont déjà été pendus.

Enfin, 68.380 personnes sont actuellement recherchées et 246 ont été déchuées de la nationalité turque pour s'être enfuies à l'étranger. (IHT-3.2; DR-24.2)

Le cabinet du premier ministre a publié un nouveau décret qui charge tous les départements de l'Etat d'indoctriner tous ceux qui avaient soutenu quelque organisation extrémiste mais n'avaient pas participé d'une façon active dans ses activités. (M-15.2)

Le Ministère de l'Intérieur a annoncé à l'Assemblée Consultative qu'au cours de cette année-ci, plus de

./..

8.700 policiers seraient engagés et 11.000 armes modernes seraient achetées par le Département de la Sûreté. Ainsi, les effectives des forces de la Police augmenteraient de 50.000 à 126.000. D'autre part, les villes les plus grandes de la Turquie seront contrôlées par les hélicoptères de police ainsi que par des caméras de TV installées aux carrefours principaux. (M-17.2)

Le Conseil ministériel a présenté un nouveau projet de loi à l'Assemblée Consultative pour modifier la loi des Rassemblements et des Manifestations. Le nouveau projet envisage des restrictions plus dures et d'obliger des citoyens d'avoir une permission préalable pour s'adresser aux manifestations organisées par des étrangers. (M-17.2)

On a annoncé officiellement que des forces de déploiement rapide seraient mises en place dans 33 centres importants de Turquie. Chaque jeune officier de police sera obligé de servir dans ces forces pendant 3 ans après avoir été diplômé par l'école de police. (H-27.2)

Les nouveaux règlements concernant l'habillement des fonctionnaires ont été mis en vigueur par le Premier Ministre. Selon ces règlements, les femmes ne peuvent pas porter de pantalons, leurs robes ne peuvent monter au dessus des genoux et les décolletés sont interdits. Le maquillage et le parfum doivent être discrets. En ce qui concerne les hommes, ils sont obligés d'avoir cravate et un veston au bureau. La barbe et les favoris sont interdits. Les moustaches ne peuvent couvrir la lèvre supérieure. (M-20.2)

Le Ministre de la Justice a annoncé que des tribunaux extraordinaires de sécurité seraient instaurés en 7 centres importants de Turquie, après la restauration du "régime parlementaire". La Turquie sera divisée en 7 régions en ce qui concerne la sécurité et tous les délits politiques seront jugés par un tribunal extraordinaire de sécurité composé de 3 civils et 2 militaires.

CHASSES A L'HOMME

Le 26 février 1982, la Cour Militaire No.2 a lancé 44 mandats d'amener contre des personnes en relation avec le Comité Turc pour la Paix. Les mandats, lancés à la demande du Bureau du Procureur Militaire, accusent le Comité pour la Paix et ses membres de "former une organisation secrète, propageant le communisme et le séparatisme et promouvant des activités qualifiées d'illégales".

Les 44 accusés sont des intellectuels de diverses professions, tels que des journalistes, auteurs, syndicalistes, avocats, médecins et ingénieurs. Certains d'entre-eux sont d'anciens parlementaires, surtout du Parti Républicain du Peuple dissous.

Ces personnes étaient membres du Bureau exécutif du Comité pour la Paix, dont les activités sont interdites depuis la prise du pouvoir par les militaires le 12 septembre 1980. Parmi eux se trouvent l'ancien ambassadeur Mahmut Dikerdem, qui était président du Comité, le batonnier Orhan Apaydın, anciens membres du Parlement, Mustafa Gazalçı, Kemal Anadolu, Ismail Hakkı Öztörün, Nedim Tarhan et Nurettin Yılmaz, Dr. Erdal Atabek, président de l'Ordre des Médecins, les journalistes Hüseyin Baş, Niyazi Dalyancı, Ali Sirmen, les écrivains Ataol Behramoğlu, Tektaş Ağaoglu, Oya Baydar, les académiciens Metin Özek, Haluk Tosun, Gencay Saylan, Melih Tümer, les avocats Enis Coskun, Medet Serhat, les ingénieurs Aykut Göker, Nefise Akyelik, Ergün Elgin, Sedat Ozkol, Ugur Kökten, Karabey Kalkan, Yavuz Cizmeci, les syndicalistes Mehmet Karaca, Gültekin Gazioglu, Yasar Arıkan, Sait Aydogmus, Cemal Kral, Mehmet Bulut, Metin Denizmen, les artistes Ali Taygun, Orhan Taylan, les professeurs Reha İsvan et Sefik Asan, les médecins Cüneyt Basbug et Fehmi Mavi, l'économiste Kadir Akgün, le fonctionnaire Tahsin Usluoglu.

Parmi ces accusés, Mahmut Dikerdem, Erdal Atabek, Hüseyin Baş, Dr. Metin Özek, Melih Tümer, Niyazi Dalyancı, Reha İsvan ont été traduits devant le tribunal de la loi martiale et mis en état d'arrestation.

PROCES DE MASSE

En fait, l'arrestation des membres du Comité Turc pour la Paix est un nouveau coup du procureur militaire en chef, le Colonel Süleyman Takkeci contre le mouvement de la classe ouvrière en Turquie.

Le Colonel Takkeci a déclaré que l'arrestation des membres du Comité pour la Paix était "imminente" dans le cadre de l'opération de la police. Il a dit que ces personnes avaient participé à une conspiration marxiste-léniniste contre l'Etat avant le 12 septembre 1980 et qu'elles devaient donc être jugées.

Comme on s'en souviendra, les mêmes accusations avaient déjà été faites contre les 52 dirigeants de la Confédération des Syndicats Progressistes de Turquie (DISK) qui sont actuellement jugés par un tribunal militaire d'Istanbul, avec la menace d'une condamnation à mort. Ce n'est pas une coïncidence si le Colonel Takkeci est aussi le procureur en chef dans le procès de la DISK et que Mr. Orhan Apaydın, un des principaux accusés du Comité pour la Paix, est le principal avocat de la défense dans le même procès. Pour protester contre les irrégularités commises par le Colonel Takkeci, Mr. Apaydın et d'autres avocats de la défense se sont retirés lors du jugement de la DISK pendant la lecture de l'accusation. Maintenant, la lecture a pris fin et la balle est dans le camp de la défense. Mais pour empêcher Mr. Apaydın de réciter les irrégularités et pour intimider les autres avocats de la défense, le Colonel Takkeci a lancé de nouvelles arrestations.

Par ailleurs, pendant le mois de février, les procureurs militaires ont ouvert des procès de masse contre des organisations progressistes. Dans la liste qui suit, les demandes de peines de mort sont mises entre parenthèses après le nombre de personnes accusées:

- La Voie Révolutionnaire (Dev-Yol): le 4 février à Ankara: 20 (3); le 9 fév. à Adana: 38 (8); le 16 fév. à Erzincan: 112 (10); le 20 fév. à Izmir: 168 (42); le 25 fév. à Iskenderun 121 (21); le 28 fév. à Erzurum: 199 (57). Le plus grand procès de masse contre la Dev-Yol qui avait déjà été annoncé en janvier 1982, a commencé à Ankara le 26 février avec 574 inculpés, parmi lesquels 187 risquent la peine de mort.

- Parti Ouvrier du Kurdistan (PKK): le 4 fév. à Erzurum: 172 (34)

- Parti Communiste des Travailleurs de Turquie (TKEP): le 20 fév. à Istanbul: 18 (2)

- Parti Communiste de Turquie/marxiste-léniniste (TKP/ML): le 11 fév. à Ankara: 20 (3)

- Organisation kurde (KAWA): le 4 fév. à Izmir: 12; le 20 fév. à Istanbul: 42 (14)

- Parti Communiste de Turquie/Léniniste (TKP/L) le 4 fév. à Istanbul: 15

- Voie du Partisan: le 10 fév. à Istanbul: 34
- Association des Enseignants (Töb-Der): le 2 fév. à Ankara: 54

- Parti Communiste de Turquie (TKP): le 16 fév. à Ankara: 205

- Parti Ouvrier de Turquie (TIP): le 19 fév. à Istanbul: 80

- Le procès de 295 accusés de différentes organisations politiques a débuté le 23 février à Erzincan et le procureur militaire a réclamé une condamnation à mort pour 50 militants du Dev-Yol, 15 de la Gauche Révolutionnaire (Dev-Sol), 5 de la Libération (Kurtuluş).

Le nombre de demandes de peine de mort atteint ainsi le chiffre de 3.497.

Le tribunal militaire a condamné à mort Erbil

Kuru et Recai Genç, le premier le 21 février à Izmir, le second le 24 février à Erzincan.

Le 11 février à Adana, 21 membres du Parti Communiste Révolutionnaire de Turquie (TDKP) ont été condamnés à des peines de prison allant jusqu'à 20 ans.

Le 16 février, 2 autres condamnations: 16 membres de l'Association de la Jeunesse Progressiste (IGD) à des peines allant jusqu'à 12 ans à Istanbul, et 2 membres du TKP/ML à Izmir pour des peines allant jusqu'à 14 ans.

Au début février, des bruit ont couru selon lesquels le Ministre de la Justice préparait une loi pour abolir la peine capitale. Mais le 19 février, le Premier Ministre et le Ministre de la Justice démentaient formellement la nouvelle.

Le 25 février, un membre de l'Assemblée Consultative, Ertugrul Alatlı introduisait une proposition de loi qui demandait la commutation des peines capitales en emprisonnement à vie. Mais 10 autres membres doivent donner leur accord à ce projet pour qu'on en débattre et qu'il y ait vote.

Entretemps, la Commission de la Justice de l'Assemblée Consultative a confirmé les peines de mort de Seyit Konuk, Necati Vardar et Ibrahim Etem Coşkun le 15 février, et pour Mehmet Ali Ağca, auteur de la tentative d'assassinat contre le Pape, Sabri Altay et Dudu Gül le 22 février.

TORTURES

Dans le but de discréditer Amnesty International qui a rendu public la pratique de la torture en Turquie, la Junte militaire a lancé une nouvelle campagne pour réfuter les dires du groupe humanitaire selon lequel plus de 70 prisonniers politiques seraient mort sous la torture depuis le coup d'état d'il y a 17 mois.

Un groupe de journalistes turcs a été inscrit à visiter la prison militaire de Mamak, le 23 février à Ankara, mais cette invitation n'a pas été élargie aux journalistes étrangers.

Néanmoins le Financial Times a rassemblé les impressions des journalistes turcs qui ont visité cette prison et en a publié un compte-rendu dans son édition du 25 février:

"Cinq prisonniers se tenaient contre un mur dans la petite cour de la prison militaire de Mamak à Ankara. C'était les premiers jours ensoleillés du mois, mais ils ne semblaient pas les avoir appréciés. Près de soixante autres prisonniers courraient autour de la cour en formation militaire.

"Les cinq prisonniers, aux cheveux rasés et au teint pâle, sont restés en dehors de la formation pour que les journalistes puissent les photographier.

"Il a semblé aux journalistes que les 5 hommes avaient été choisis parmi plusieurs milliers dans la prison —une des plus grandes de Turquie— pour pouvoir démentir les allégations d'Amnesty.

"*'La torture existe en Turquie,'* a déclaré Mr. Nасuh Mitap, dans une interview enregistrée que le Financial Times a pu écouter. *'Il y a beaucoup de torture. La torture m'a rendu fou. Ils m'ont cassé le dos. Pendant longtemps, je n'ai pas pu marcher. Beaucoup de mes amis ont été torturés. Il existe des rapports, des rapports médicaux.'*

"Mr. Melih Pakdemir a déclaré: 'Nous voulons être traités comme des êtres humains et avoir la possibilité de préparer notre défense. La torture est quelque chose de relatif. C'est vrai que la répression existe en prison. Nous sommes questionnés entre 12 et 14 heures chaque jour. Tout fonctionne ici au commandement. Si quelqu'un n'obéit pas à un ordre, même s'il est un peu lent, il est frappé par le soldat le plus proche. On peut aussi être enfermé dans un cachot et battu.'

"Un journaliste a demandé à Mr. Pakdemir s'il avait subi un tel traitement. 'Personne n'y échappe,' a-t-il répondu. 'Moi non plus.'

"'Avez-vous un message pour Amnesty International?'

"'Oui, il y a une répression physique et morale. A ce moment même.'

"Mr. Oguzhan Müftüoğlu et Mr. Ali Baspınar refusent de parler de la torture.

"Le cinquième détenu s'est effondré et a commencé à geindre lors de l'interview qui a eu lieu mardi. C'était Mr. Ulvi Oguz.

"Le Colonel Raci Tetik, directeur de la prison, qui accompagnait les journalistes a dit: 'Il fait de la comédie.' Un journaliste a réclamé l'avis d'un médecin. Le colonel a fait mander le médecin de la prison, qui a affirmé que l'évanouissement était nerveux. Il a dit que c'était fréquent à Mamak. Le colonel a également déclaré: 'Cette prison est dirigée par l'armée de Mustapha Kemal (Atatürk, le fondateur de la Turquie moderne). Rien n'est fait qui aille à l'encontre des droits de l'homme.'" (Financial Times-25.2)

AMNESTY INTERNATIONAL a annoncé que Omer Ozsökmenler, accusé dans le procès du TDKP et Müfide Aksoy, pour le procès "Halkın Yolu", ont été torturés à Istanbul, l'un par les militaires, l'autre par la police. AI s'est dite anxieuse concernant leur santé. (AI-2.2)

A Erzurum, au procès du Dev-Yol, l'accusé Tümay Durukan a accusé le procureur de l'avoir fait torturer. La cour a alors décidé de l'enfermer dans un cachot pendant 20 jours pour "avoir insulté au procureur". (H-8.2)

Le procès des accusés de Dev-Sol a été déplacé de Mersin à Adana après qu'ils ont révélé qu'ils étaient torturés pendant leur détention. (C-11.2)

Au procès de Dev-Yol, les avocats des accusés ont déclaré que les dépositions de leurs clients avaient été faites sous la torture. (C-11.2)

Le commissaire Selim Sahin et l'agent de police Neset Isıldak ont été traduits devant le tribunal sous l'accusation d'avoir torturé une détenue, Meral Bekar à Ankara. (C-12.2)

Mustafa Kemal Kaçaroglu, accusé d'être le chef d'une organisation clandestine, Kurtuluş, a déclaré devant le tribunal militaire d'Ankara que toutes les dépositions avaient été obtenues sous la torture. (C13.2)

A Erzurum, au procès de Dev-Yol, les accusés ont soutenu que la gendarmerie avait été systématiquement cruelle vis-à-vis de la population de la province de Artvin où cette organisation a le soutien populaire. Ils ont déclaré avoir été torturés pendant leur interrogatoire. (C-17.2)

91 femmes enfermées à la prison militaire de Mamak ont été traduites devant le tribunal militaire pour avoir fait une grève de la faim le 28 juillet pour protester contre les mauvais traitements en prison. (C-19.2)

LA FEDERATION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME a déclaré que la torture était employée systématiquement suivant le rapport rédigé par une mission humanitaire qui s'était rendue en Turquie pour vérifier les allégations de torture. Mr. Christian Rostquière, secrétaire adjoint de la Ligue française des Droits de l'Homme, le député socialiste Gérard Gouze et le Docteur Dumont ont assisté au procès de la DISK à Istanbul et à celui de Mehdi Zana, maire de Diyarbakır.

"Les tortures les plus souvent utilisées sont la pendaison par les pieds, la cruxifixion, l'électrocution, les simulacres de pendaison, les coups sur les pieds, la pratique du 'corridor' où l'on oblige les prisonniers à rester debout en pressant leurs doigts contre le mur, et des tortures sexuelles pour les femmes," disait le rapport. (Le Monde-19.2)

Au procès de la "Libération Nationale du Kurdistan" (KUK) à Adana, les accusés ont prétendu avoir été soumis à la torture. (C-20.2)

A Kırıkkale, un commissaire de police et 9 policiers ont été emprisonnés pour avoir torturé 7 prisonniers politiques. (C-21.1)

325 accusés du procès Dev-Yol à Erzurum ont commencé une grève de la faim à la prison militaire pour protester contre les mauvais traitements et la torture. (H-21.2)

La famille de Hasan Asker Ozmen, qui était mort sous la torture ont porté plainte contre l'Etat et ont réclamé une indemnité de 2 millions de liras turques. Trois policiers ont déjà été condamnés à des peines de prison pour avoir torturé Ozmen à mort, mais ils sont toujours à leur poste au département de police d'Ankara. (C-28.2)

----- PRESSE-VIE CULTURELLE -----

-Le journaliste turc Lütfü Ofaz a été choisi comme "Prisonnier du Mois" par la Fédération Internationale des Journalistes en février 1982.

Ofaz a été accusé par le Commandement de la Loi Martiale d'Istanbul d'avoir critiqué dans son journal la dissolution du Parti du Travail de Turquie (TEP). Le 17 février 1981, il avait été condamné par un tribunal militaire et emprisonné le 21.8.1981 pour une période de 18 mois. Il est actuellement détenu à la prison de Kızılcacahamam.

Puis que la junte militaire a interdit tout recours devant la Cour de Cassation pour les condamnations inférieures à 3 ans, Mr. Ofaz ne peut utiliser son droit normal d'appel.

- Le Conseil des Ministres a interdit la diffusion de certains revues publiées à l'étranger. (C-6.1)

- Le producteur de TV, Oktay Arayıcı, après avoir été transféré de son poste à la TV turque à l'administration portuaire d'Istanbul, a été déplacé une 2ème fois au Ministère des Transports à Ankara. Là-dessus, il a démissionné des Services Publics. (C-7.2)

- Deux journalistes du quotidien Tercüman, Nazlı Ilıcak et Rauf Tamer sont jugés par le deuxième tribunal militaire d'Istanbul. (T-7.2)

- Le Ministre de l'Information et du Tourisme a annoncé que tous les metteurs-en-scène devraient obtenir l'accord préalable d'une commission spéciale d'examen avant de produire aucun scénario. (C-8.2)

- Un des plus grands holdings financiers de Turquie, Cavusoglu-Kozanoglu, a commencé la publication d'un nouveau quotidien, Güneş (Soleil).

- L'éditeur responsable du İlerici Yurtsever Gençlik, actuellement interdit, Mr. Erhan Tuskan a été condamné à une peine de prison de 18 mois pour avoir publié des articles "affaiblissant les sentiments nationaux".

- Le célèbre réalisateur de films, Yılmaz Güney, a été condamné à une peine de prison de 5 ans par la Cour Militaire de Gölcük pour avoir "mené une campagne à l'étranger contre les intérêts de l'Etat turc". Précédemment, il avait déjà été condamné à des peines de 7 et 5 ans de prison pour "propagande communiste" dans ses articles publiés avant le coup d'état militaire.

- Le journaliste İlhami Soysal a été relâché par un tribunal militaire d'Ankara après 17 mois d'arrestation. Son procès continuera. Il est accusé d'avoir imprimé

des publications clandestines à l'imprimerie d'un syndicat dont il est le directeur. (M-24.2)

- Deux journalistes du quotidien Demokrat, actuellement interdit, Demirtas Ceyhun et Isık Yurtçu, ont été chacun condamnés à 6 mois de prison pour un article louant la résistance des ouvriers en 1980.

- Mr. Nahit Duru, éditeur responsable de l'hebdomadaire Arayış, a été relâché après avoir passé deux mois et demi en prison à Ankara. (C-28.2)

- Le Conseil des Ministres a interdit la distribution en Turquie de 2 brochures, 2 poèmes et 3 revues imprimées à l'étranger. (C-28.2)

----- REPRESSION NATIONALE -----

- Le procureur militaire a réclamé la peine de mort pour 34 membres du Parti Ouvrier du Kurdistan (PKK) qui sont actuellement jugés à Erzurum. 102 autres accusés risquent des peines de prison.

D'autre part, dans un des plus grands procès de masse qu'il y a jamais eu en Turquie, 447 militants du PKK sont jugés dans la ville de Diyarbakır, au sud-est du pays. Le procureur a réclamé la peine de mort pour 97 personnes. (DN-4.2)

- A Izmir, le procureur militaire a porté plainte contre 12 membres de l'organisation kurde KAWA. Des peines de mort sont réclamées.

- Le député socialiste français et maire de Nantes, Mr. Alain Chénard, dans une lettre ouverte publiée dans Le Monde du 9 février 1982 a attiré l'attention sur les procès de Mehdi Zana, maire de la ville Kurde de Diyarbakır. Dans son article, Mr. Chénard déclarait que Mr. Zana avait été cruellement torturé pendant sa détention par les militaires.

- La junte militaire a annoncé sa décision de créer "des centres d'attraction" dans le Kurdistan turc pour lutter contre la migration vers les villes développées d'Anatolie Occidentale. (H-11.2)

- Le général Evren a reçu des représentants des communautés juive et arménienne de Turquie et leur a dit: "La Turquie n'a jamais montré aucune discrimination envers les minorités ethniques ou religieuses".

- Un prêtre arménien, Hırant Küçüküzelyan, a été condamné par le tribunal militaire No.3 du Commandement de la Loi Martiale d'Istanbul à une peine de prison de 16 mois. Il est accusé par le procureur militaire d'avoir "propagé le racisme et affaibli les sentiments nationaux." (C-27.2)

----- VIE SOCIALE -----

Le Commandement de la Loi Martiale d'Istanbul a publié un nouveau communiqué pour rappeler aux syndicats qui ne sont pas dissous qu'ils doivent respecter certaines conditions, dont notamment ne pas critiquer les ordres de la loi martiale et de ne pas organiser des réunions de propagande. (C-5.2)

Le chanteur Bülent Ersoy, a essayé de se suicider en prenant 60 comprimés de somnifère. Ayant la réputation d'être homosexuel, il avait subi la répression des militaires. Après avoir changé de sexe par chirurgie, les militaires lui ont interdit d'en encore se produire en public. Déprimé par ces pressions et par les publica-
/..

tions insultantes dont il a fait l'objet, Ersoy a décidé de se suicider, mais a été sauvé au dernier moment par des amis. (H-1.2)

Selon des recherches faites à la Faculté des Sciences Politiques d'Ankara, 34 pc des résidences turques manquent de toilette, 39 pc de cuisine, 44 pc de salle-de-bain, 52 pc n'ont pas l'eau courante, et 43 pc l'électricité. (H.6.2)

Avec un salaire minimum mensuel (7.300 LT - 120 DM) on peut acheter 365 pains ou 561 œufs ou 14,5 kg de viande ou 146 paquets de cigarettes. (G-22.2)

Le président du Syndicat des Travailleurs des Autoroutes (Yol-Is) Mr. Muzaffer Saraç a déclaré que malgré l'interdiction de licenciement sans autorisation de la loi martiale, les employeurs continuaient à renvoyer des ouvriers dans tous les secteurs. (C-28.2)

SITUATION ECONOMIQUE

Votée en juillet dernier, la nouvelle loi sur le marché des capitaux est entrée en vigueur le 1er février 1982, après 6 mois de préparation pour les financiers. Selon la nouvelle loi, les sociétés qui veulent opérer dans le marché des capitaux sont obligées de se transformer en sociétés anonymes. Un contrôle strict des financiers sera effectué et tous les intermédiaires seront obligés d'avoir une nouvelle licence jusqu'au 30 novembre. (DN-2.2)

Depuis Novembre 1981, les procureurs ont enquêté sur 94 banquiers privés. 23 ont été arrêtés et 54 autres sont recherchés. Une somme de 200 milliards de lires turques investies par des petits épargnants a disparu. On a interdit à 81 banquiers privés de quitter le pays. (H-25.2)

Entre janvier et novembre 1981, la Turquie a remboursé une dette étrangère de \$ 2 milliards 580 millions et a reçu des prêts pour un montant de \$ 1 milliard 950 millions. Selon une information de l'Agence de presse ANKA, la Turquie aurait des problèmes à obtenir des crédits étrangers à cause de la pression exercée sur l'OCDE par certains pays membres. Emile Van Gennep, le secrétaire général de l'OCDE a retardé sa visite en Turquie qui devait avoir lieu du 4 au 6 février, à cause de ces mêmes pressions. Selon une nouvelle étude, chaque bébé turc naît avec une dette extérieure de 63.000 LT (= 1.000 DM). (DN-2.2, 5.2; G-12.2)

Selon les statistiques du Ministère du Commerce, les exportations ont atteint 4 milliards 700 millions de dollars en 1981, alors qu'elles n'avaient atteints que 2 milliards 900 millions de dollars en 1980. Les importations ont augmenté de 1 milliard de dollars, soit 8 milliards 900 millions de dollars. En 1981, le déficit commercial de la Turquie a été de \$ 4 milliards 200 millions. Deux milliards et demi de dollars ce déficit ont été compensés par les versements des travailleurs immigrés à l'étranger. (DN-26.2)

Sur une période de 3 ans, les prix ont augmenté de 515 pc pour la farine, 327 pc pour les haricots secs 243 pc pour les pommes-de-terre, 260 pc pour le riz, 278 pc pour le fromage, 429 pc pour le poulet, 422 pc pour le beurre, 247 pour la viande, 364 pour les œufs, 218 pour le lait et 300 pc pour des oranges. (H-4.2)

Au cours du mois de février, les prix ont augmenté de 39,1 pc pour les haricots secs, 12,6 pc pour le riz, 10 pc pour le fromage, 10 à 40 pc pour les bois-

sons alcoolisées et les cigarettes, 10 à 30 pc pour la viande et le beurre, 35 pc pour le pain.

Depuis l'intervention militaire, le processus de monopolisation dans l'économie turque s'est accru. Au cours de l'année dernière, 30 sociétés constituées par de petits épargnants ont été saisies par les grosses sociétés. Parmi les monopoles en voie d'expansion, citons Koç Holding, Cukurova Holding et Cavusoglu-Kozanoglu Holding. (C-9.2)

Le Président de la Chambre du Commerce d'Istanbul, Mr. Nuh Kusçulu, et le représentant de la Chambre des Industriels d'Eskisehir, Mr. Mesut Erez ont déclaré que les petites et moyennes entreprises sont menacées de banqueroute et les grosses sociétés ont conclu des accords pour imposer des augmentations de prix sur leurs produits. (M-16.2; DN-17.2)

En 1981, 111 firmes étrangères ont reçu l'autorisation d'investir 366 millions de dollars en Turquie. Parmi elles, 35 firmes suisses (\$ 172 millions), 17 firmes américaines (\$ 66 millions) et 28 allemandes (\$ 36 millions).

Au cours des 9 premiers mois de l'année 1981, on n'a vu que 59 pc de réalisation des projets publics en terme de valeur, et 48 pc de réalisation matérielle, selon les révélations faites par l'Organisation de Planification de l'Etat. Le programme envisageait la réalisation de 8.214 projets publics dont on espérait actuellement que 4.012 pourraient être terminées en 1981. Des projections basées sur les réalisations des dernières années ont montré que les investissements publics n'augmenteraient pas vraiment pendant les prochaines années. En fait, les suggestions de la Banque Mondiale et du FMI ont été dans le sens d'une limitation des projets d'investissement public. (DN-26.2)

Les efforts menés par la Turquie au cours de ces 10 dernières années se sont récemment concrétisés par l'achat de 2 petites centrales nucléaires à l'Allemagne fédérale. Les deux centrales seront montées par la Kraftwerk Union (KWU) et coûteront \$ 1 milliard 600 millions de dollar. (DN-13.2)

L'Agha Khan, un des plus grands hommes d'affaire du monde, est arrivé à Ankara pour voir le Général Evren. Il semble que 6 milliards de lires turques seront investies par celui-là dans le tourisme turc, d'après les révélations des officiels turcs. (DN-18.2)

RELATIONS ETRANGERES

TURQUIE-EUROPE

Mr. Piet Dankert, Président du Parlement Européen, a déclaré qu'un désaccord existait entre l'Europe et les Etats-Unis à cause des problèmes de la Turquie, de la Pologne et des mouvements pour la Paix. (T-3.2)

Le Ministre des Affaires Etrangères hollandais, Mr. Van der Stoel a déclaré au Parlement que les contrats d'aide à la Turquie avaient été entièrement remplis et que "d'autres contrats n'étaient pas envisagés vu la situation interne turque." (DN-5.2)

Les conseillers juridiques des ministres des affaires étrangères de la Norvège, du Danemark, de la Suède, de la France et des Pays-Bas étudient les modalités d'application de la Résolution sur la Turquie votée par l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe. Cette résolution demande aux gouvernements européens de traduire le régime turc devant la Commission Européenne des Droits de l'Homme. (C-8.2)

L'Etat-Major des Forces Armées Turques a publié un communiqué interdisant les invitations ou les visites des délégations étrangères sans la permission préalable des autorités de la loi martiale. (Le Monde-10.2)

Le Comité des Représentants Permanents au Conseil de l'Europe a ajourné ses travaux sur la résolution de l'Assemblée parlementaire au 13 avril 1982.

Le Ministère des Affaires Etrangères turc a été obligé de publier un démenti suite aux dires de la presse qui prétendaient que la Roi Juan Carlos d'Espagne aurait refusé de serrer la main du Ministre des Affaires Etrangères turc Ilter Türkmen pendant la conférence de Madrid. (DN-14.2)

Le Journal Officiel a publié un décret établissant un Conseil Suprême de Planification Politique qui déterminera les objectifs de la politique étrangère turque. Ce nouveau conseil sera présidé par le Secrétaire Général du Ministère. (DN-17.2)

Mr. von Hassel, rapporteur de la Commission des Affaires Politiques du Parlement Européen, qui a récemment visité la Turquie, a présenté son rapport devant la Commission le 12 février 1982. Contredisant la Résolution du Parlement Européen (*voir Bulletin No. 64*), le rapport de M. von Hassel demande aux gouvernements des états membres "de prendre, avec les autorités turques, les mesures nécessaires pour attirer les investissements en Turquie" et demande à la Commission Européenne "de recommander l'adoption du 4ème protocole financier CEE-Turquie". Les débats sur ce rapport auront lieu le 22 mars. (H-27.2)

Les ministres des Affaires Etrangères de la Communauté Européenne ont décidé d'envoyer Mr. Tindemans, président du Conseil des Ministres et ministre belge des Affaires Etrangères, en Turquie pour prendre contact avec les autorités turques et préparer un rapport sur le processus de "retour à la démocratie".

TURQUIE-USA

Les représentants de la Turquie et des Etats-Unis ont conclu un accord pour la fabrication d'hélicoptères H-1 en Turquie. D'autre part, la Compagnie d'Aviation turque (TUSAS) envisage de fabriquer pendant 10 ans des avions militaires F-16 ou F-18 en collaboration avec l'industrie militaire américaine. (M-1.2)

Dans un show sur la Pologne produit par les Etats Unis et diffusé dans le monde occidental, le premier ministre turc Bülent Ulusu a été présenté comme le défenseur des libertés malgré le fait que son gouvernement militaire pratique la répression brutale en Turquie. Même un journal américain a déclaré: "Ce n'était ni du jeu ni de la propagande intelligente. 'Que la Pologne soit polonaise' est une phrase dont le vide actuel s'exprime tant sur le plan politique que moral. La présence du dictateur militaire de la Turquie, déplorant l'existence d'une dictature militaire en Pologne, a fortement contribué à éclairer cet aspect des choses." (IHT-2.2)

La Commission des Droits de l'Homme de l'administration Reagan a déclaré avoir enregistré des progrès considérables dans la protection des droits élémentaires en Turquie, depuis le coup d'état militaire. Le Rapport de la Commission déclare qu'il n'y a aucune preuve concernant les allégations d'Amnesty International et du Conseil de l'Europe à propos des tortures infligées aux prisonniers politiques. Le rapport affirme que les procès sont publics et que les accusés sont libres de choisir leurs défenseurs. Selon le même rapport, les minorités ethniques de Turquie vivent en paix et en harmonie avec le reste de la population. (C-10.2)

A l'Assemblée générale de l'ONU, la délégation turque s'est abstenue de voter la résolution condamnant l'annexion des hauteurs du Golan par Israël. Le Ministre des Affaires Etrangères a déclaré que cette abstention était due à une phrase de la résolution qui accuse aussi les Etats-Unis. Après ce vote, le chef du Département Politique de l'OLP, Mr. Kaddumi a différé sa visite en Turquie. (C-17.2)

Le Sénateur John Tower a conclu après sa visite à Ankara que les Etats-Unis étendraient "leur aide tant militaire qu'économique aussi loin que possible." En réponse à une question, le sénateur américain a déclara

ré "nous sommes satisfaits de la majorité des réalisations du gouvernement actuel. L'opposition au gouvernement turc actuel provient surtout des éléments de gauche des partis socio-démocrates d'Europe occidentale. Les gouvernements responsables d'Europe de l'Ouest comprennent et sympathisent avec les dirigeants turcs actuels." (DN-17.2)

Affirmant des menaces sérieuses contre l'intérêt général des Etats-Unis, l'administration Reagan a demandé au Congrès d'approuver une dépense de 4 milliards 700 millions de dollars d'aide aux pays amis. Parmi eux, la Turquie recevra une aide de \$ 815 millions. Le Ministre des Affaires Etrangères turc, Ilter Türkmen, a déclaré que l'aide des Etats-Unis pour l'année à venir était loin d'être satisfaisante. L'année dernière, la Turquie avait reçu \$ 703 millions. (DN-17.2)

LA TURQUIE ET LES PAYS SOCIALISTES

Pendant les débats sur les droits de l'homme à la conférence de Madrid, alors que la délégation américaine attaquait le régime polonais, les représentants des pays socialistes se sont abstenus de mentionner la Turquie comme un exemple de régime militaire dans le monde occidental. Le Ministre des Affaires Etrangères Alexander Haig a même exprimé son étonnement devant cette attitude tout en parlant avec le ministre turc des Affaires Etrangères. (M-13.2)

Le Commerce turc avec tous les pays socialistes se fera en monnaie étrangères à partir de 1983.

Le Général Evren a fait une visite officielle en Bulgarie à l'invitation de Todor Jivkov, entre le 25 et le 28 février, Evren et Jivkov ont discuté des problèmes des familles migrantes dont les membres sont restés séparés.

Les deux parties ont décidé de développer des relations bilatérales sur des plans économique, commercial et culturel et de prendre des mesures contre la contrebande qui a lieu à la frontière des deux pays. Evren et Jivkov ont aussi insisté sur "les responsabilités de tous les peuples pour résoudre les tensions internationales et pour la protection de la paix mondiale."

En Bulgarie, le Général Evren a été décoré par Jivkov de l'Ordre de "l'Etoile des Grands Balkans".

Evren a également été officiellement invité par les chefs d'Etat de Roumanie, Yougoslavie, Albanie et de la République Populaire de Chine.

SOLIDARITE

2 fév: A l'Université Libre de Bruxelles (ULB) une vidéo-film a été projeté sur la situation en Turquie et un représentant d'Info-Türk a expliqué les récents développements. La réunion était présidée par le professeur Marcel Liebman.

8 fév: A Paris, Michel Foucault, Arthur London, Yves Montand, Simone Signoret, Patrice Chéreau, Alfred Kostler, Costa Gavras et le comité exécutif de la CFDT ont publié un communiqué concernant le procès des 52 dirigeants de la DISK.

11 fév: La Confédération Internationale des Syndicats Libres (CISL) et la Confédération Européenne des Syndicats (CES) ont tenu une conférence de presse à l'IPC à Bruxelles. Le Secrétaire général de la CISL Otto Kersten, le secrétaire-adjoint de la CES John Ivar Nalsund, l'avocat norvégien Karl Nandrup Dahl et représentant mandaté de la DISK, Yücel Top, ont révélé les pressions exercées sur le mouvement syndical en Turquie.

11 fév: 500 avocats français ont lancé une campagne de signatures pour protester contre la violation des droits de l'Homme en Turquie.

13 fév: A Paris, la CFDT a tenu une conférence

de presse concernant le 15ème anniversaire de la fondation de la DISK.

13 fév: L'avocat belge François Van Droogenbroeck, membre de l'Association belge des Juristes Démocrates, a publié son premier rapport sur le procès des dirigeants de la DISK. Il s'était rendu en Turquie au nom de la Confédération Mondiale du Travail et avait assisté au premier jour du procès.

15 fév: L'Union des Travailleurs de Turquie en Belgique a organisé une manifestation devant l'Ambassade de Turquie à Bruxelles pour protester contre la violation des Droits de l'Homme en Turquie.

15 fév: Le Bureau du Parti Socialiste (Belgique) a publié un communiqué critiquant la défense du régime turc par les secrétaires généraux de l'OTAN.

18 fév: Au Congrès de la Fédération Syndicale Mondiale qui s'est tenu à la Havane, la répression qui s'exerce sur le mouvement syndical turc a été condamnée par les représentants de différents pays.

18 fév: Le Conseiller Communal de Courcelles, Mr. Roger Romain (PCB) a demandé aux autres conseillers communaux d'abandonner leurs jetons de présence au profit des victimes de la répression en Turquie;

19 fév: La Fédération Internationale des Droits de l'Homme a donné des exemples concrets et des statistiques sur les violations des droits de l'Homme en Turquie (Voir aussi "Terreur d'Etat" et "Tortures").

25 fév: La Confédération Mondiale du Travail a envoyé des télégrammes aux responsables de la Commission Européenne, le Conseil de l'Europe, le Parlement Européen, le Bureau International du Travail, pour protester contre l'arrestation de Orhan Apaydin et de ses camarades.

26 fév: L'Association Internationale de Juristes Démocrates a publié un communiqué protestant contre l'arrestation du Batonnier du Barreau d'Istanbul, Orhan Apaydin, et a demandé la libération de tous les membres détenus du Comité pour la Paix en Turquie.

27 fév: Dans la ville de Reggio-Emilia en Italie, le Parti Communiste Italien a organisé une manifestation pour protester contre la répression en Turquie et au Salvador.

DEUX SOIREEES EN BELGIQUE

Le Foyer Culturel de Courcelles organise un Rencontre-Débat sur "La Turquie sous la Dictature Militaire", le jeudi 25 mars 1982, 19 h 30, à l'Hotel de Ville de Courcelles, avec la participation du député européen Ernest Glinne, Amnesty International, le Collectif Turc et l'avocat François Van Droogenbroeck

L'Union des Travailleurs et Etudiants Kurdes en Belgique (TEKOŞER) organise la Fête de "Nevroz" (Nouvel An Kurde), le samedi 27 mars 1982, 19 h, à

la salle Claridge, Ch. de Louvain 24 - 1030 Bruxelles, avec la participation du célèbre poète Kurde Cixerhun, des chanteurs et groupes Kurdes.

----- IMMIGRATION -----

Le gouvernement d'Allemagne fédérale a annoncé qu'il allait limiter l'immigration tout en essayant d'intégrer les étrangers qui vivent en Allemagne depuis des années. (DN-6.2)

A Berlin, au carrefour de la Kurfürstendamm et de la Joachimstalerstrasse, près de 100 jeunes allemands ont attaqué 10 turcs, en criant "Türken Raus!" (Les Turcs à la porte!) (M-8.2)

Le Vicaire Générale de Bruxelles a lancé une campagne contre le racisme en Belgique. La première démarche de cette campagne a été une grève de la faim dans l'Eglise St Marie à Schaarbeek. (DR-6.2)

A Munich, pour protester contre la xénophobie, des milliers de personnes ont participé à une manifestation. (M-8.2)

Voici la distribution des ouvriers turcs en Allemagne par secteurs: 62,7 pc dans le secteur minier, 34 pc dans la production industrielle, 24,3 pc dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche, 21 pc dans la construction. (T-13.2)

En 1981, 52.286 enfants turcs sont nés dans des pays européens, dont 36.070 en Allemagne. (G-16.2)

Le leader de la CDU Helmut Kohl a proposé de renvoyer chez eux les travailleurs étrangers en leur donnant une indemnité.

Pour lutter contre le racisme et la xénophobie en Allemagne, 12 professeurs d'université, 22 juristes, 130 professeurs, 145 fonctionnaires, 11 syndicalistes et 7 directeurs d'école ont lancé une campagne de signatures à Bochum. (M-22.2)

Le Conseil National de Sécurité a décidé d'établir dans les pays européens des "Maisons Turques" dans le but de "protéger les travailleurs turcs des influences dangereuses et pour les rassembler autour des principes kémalistes." Dans le même but, il a décidé de créer des fondations religieuses et de reprendre le contrôle de toutes les mosquées turques à l'étranger. Les mosquées turques travailleront en étroite collaboration avec les fondations religieuses. Par ailleurs, le gouvernement turc a ordonné à tous les bureaux d'emplois de n'envoyer à l'étranger aucun travailleur sans avoir fait au préalable une enquête de sécurité. (T-22.2)